

l'Opinion

« Quelle ambition pour les entreprises françaises en Afrique ? » La tribune d'Etienne Giros, président du Cian

« Il faut déplacer le centre de gravité de la relation France-Afrique de la sphère publique (diplomatie, militaire, politique), vers la sphère privée (entreprises, implantation locale, social, partenariat) », estime le président du Cian.



Publié le 21 novembre 2023 à 13:30



Les faits - Le nombre de filiales d'entreprises françaises en Afrique a doublé entre 2010 et 2020. Il s'approche de 5 000. Le stock des investissements directs à l'étranger (IDE) des entreprises françaises en Afrique ne cesse de progresser : à 60 milliards d'euros, il se situe à la seconde place.

Le récent forum Ambition Africa à Bercy a adressé des messages d'optimisme à l'intention des entreprises françaises évoluant en Afrique, alors que l'on constate aujourd'hui une certaine morosité, voire une frilosité, dans les relations d'affaires entre la France et l'Afrique. Il existe de bonnes raisons pour cela. Les conflits en Ukraine et au Proche-Orient, la succession de coups d'Etat au Sahel, l'inflation, et les tensions sur les matières premières ont installé un climat défavorable à la prise de risques et à la confiance. Et pourtant, le gigantesque potentiel du Continent est toujours là et les atouts des entreprises françaises n'ont pas changé. La raison nous incite à ne pas ralentir notre ambition. À la double condition d'avoir confiance et de se réformer.

Nous devons avoir confiance dans le futur de l'Afrique, et surtout confiance en la France et ses entreprises.

On nous répète que la France perd des positions économiques, la vérité est que le nombre de filiales d'entreprises françaises en Afrique a doublé entre 2010 et 2020, et s'approche de 5 000. Ainsi, le stock des investissements directs à l'étranger (IDE) des entreprises françaises en Afrique ne cesse de progresser. Il s'établit à 60 milliards d'euros et se situe à la seconde place, derrière les Anglais à 64 milliards, alors que les Chinois ne sont que cinquièmes avec 43 milliards.

Autre raison de ne pas désespérer, la quasi-totalité de nos entreprises enregistre des résultats positifs en Afrique. Oui, la rentabilité est au rendez-vous sur le continent et on peut y gagner de l'argent.

Certains objecteront que la montée du sentiment antifrçais crée un contexte défavorable aux entreprises. En réalité, il s'agit beaucoup moins d'un rejet des Français et de leurs

entreprises que d'un refus de la politique et du gouvernement français et d'une exigence de souveraineté. Ce sentiment est essentiellement concentré dans les pays du Sahel, on ne le trouve pas en Afrique non francophone où les entreprises françaises occupent pourtant des positions importantes. Les entreprises françaises sont globalement appréciées.

Nous aurions donc tout à gagner à déplacer le centre de gravité de la relation France-Afrique de la sphère publique (diplomatie, militaire, politique), vers la sphère privée (entreprises, implantation locale, social, partenariat).

Priorité doit être donnée en Afrique aux infrastructures, à la formation professionnelle, à l'accès à l'eau et à l'électricité et à la bonne gouvernance

Mais pour faire prospérer ce contexte plutôt positif, il nous faut réaliser quelques réformes indispensables, c'est un impératif. La première consiste à faciliter le financement des entreprises. Comment peuvent-elles se développer sans pouvoir mobiliser les capitaux nécessaires, ou alors à un prix ou à des conditions tels que les projets ne voient pas le jour ? Orienter davantage l'aide au développement directement en soutien des entreprises et de leurs projets serait un progrès certain.

Réduire la bureaucratie qui pèse sur les investissements privés et lever les barrières qui les ralentissent est aussi un objectif prioritaire. Il faut réfléchir collectivement aux effets négatifs des nécessaires règles de conformité et de RSE qui s'imposent aux entreprises européennes. Il ne faut pas sous-estimer le ressenti des risques réputationnel et judiciaire que cela crée chez les investisseurs.

Enfin, la compétitivité des économies africaines doit continuer à progresser afin de rendre les productions locales moins chères que les importations. On ne pourra transformer davantage sur place les matières premières et créer de la valeur que si la priorité est donnée aux infrastructures, à la formation professionnelle, à l'accès à l'eau et à l'électricité, et à la bonne gouvernance.

S'assumer et se transformer. Voilà la clé pour les entreprises françaises. Si nous n'avons pas peur et que nous rejetons les idées reçues, alors nous réussirons ensemble avec les entreprises africaines, notamment avec les femmes et les jeunes qui ont tant le désir d'entreprendre. Nos positions de demain se construisent aujourd'hui. La réussite sera au rendez-vous, mais n'oublions pas que pour réussir quelque chose, il faut commencer par l'entreprendre.

<https://www.lopinion.fr/international/quelle-ambition-pour-les-entreprises-francaises-en-afrique-la-tribune-detienne-giros>